Culture de paix et régulation pacifique des conflits au Maroc : processus et acteurs

Mohamed Noury

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8165>

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2015

Pagination : 179-195

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Mohamed Noury, « Culture de paix et régulation pacifique des conflits au Maroc : processus et acteurs », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 91 | 2015, mis en ligne le 01 juin 2016, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8165>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Culture de paix et régulation pacifique des conflits au Maroc : processus et acteurs

Mohamed Noury

- 1 Les postulats qui conforment l'hypothèse principale de ce travail se fondent sur le fait que la société marocaine actuelle connaît la présence d'acteurs, de normes et d'institutions capables d'élaborer des propositions pacifiques à travers des processus constructifs basés sur la cohésion et le consensus. De fait, ces actions sont en train de contribuer à la construction d'une culture de paix capable de reconnaître et de consolider les aspects interculturels qui sont consubstantiels à la réalité actuelle au Maroc, un pays pluriel qui essaie de trouver son chemin entre les éléments qui conditionnent le mode d'action de la société, à savoir le cadre politique actuel, la tradition culturelle, la religion et les impératifs du progrès et de la modernité. Malheureusement, – et c'est souvent le cas – les approches soutenues dans l'analyse des dynamiques des sociétés, celle du Maroc dans ce cas, font en sorte que les éléments positifs, les « petites paix » si on peut dire, sont sous-estimées au moment de valoriser cette dynamique. Énumérer et rassembler ces éléments positifs, analyser leur impact sur l'ensemble de la société, les unir et les promouvoir et surtout les contempler comme un processus, inachevé, imparfait changerait considérablement notre vision, notre jugement et par conséquent notre place dans cette dynamique. Tel est notre propos dans cette contribution.
- 2 Finalement, il est important de rappeler que l'approche soutenue dans ce travail qui aspire à reconnaître et promouvoir les aspects positifs et représentatifs de la culture de paix au Maroc durant cette dernière décennie ne signifie en aucun moment l'inexistence de lacunes observées dans la mise en œuvre des mesures préconisées par le Programme d'Action des Nations unies pour la culture de paix¹ pour la promotion des indicateurs ou sphères de cette Culture, à savoir : l'éducation pour la paix, le développement socio-économique durable, les droits de l'Homme, l'égalité entre les sexes, la participation démocratique, la compréhension, la tolérance et la solidarité, la

communication participative et la libre circulation de l'information et la connaissance, la paix et la sécurité internationales.

- 3 De fait, le grand travail de fond réalisé au Maroc depuis l'intronisation du roi Mohammed VI et corroboré par les bons résultats enregistrés sur le plan macro-économique présente encore des zones d'ombre. La très faible participation des citoyens en général aux élections législatives de 2007 et de la majorité des élites et de la classe moyenne aux élections communales de 2009 (même si cette tendance négative a été corrigée relativement en 2012 à cause du printemps arabe) restent un message assez clair sur les attentes de la société marocaine en ce qui relève de la gestion du champ politique, de l'articulation des pouvoirs, du rôle et de la représentativité des partis politiques. À notre avis, il serait temps d'élaborer un nouveau contrat social et politique, une nouvelle feuille de route apte de répondre à ces besoins. Nous ne cesserons de répéter que la nouvelle Constitution de 2011, malgré ses quelques incohérences² et la nécessité de lubrifier ses mécanismes d'application, a fixé le cap de cette nouvelle démarche.
- 4 Aujourd'hui, personne ne doute que le Maroc souffre encore – comme d'autres pays sous-analysés – de plusieurs problèmes d'ordre politique et socio-économique. Cependant, le vrai problème reste essentiellement culturel étant donné que durant tous les siècles de ce qu'on appelle la formation de la nation marocaine, la culture a été déterminante et l'espace national n'a pas été structuré par des pôles industriels ou économiques mais plutôt par les pôles religieux. La continuité historique du pouvoir politique au Maroc pourrait s'expliquer par sa redéfinition continue en réinventant les moyens culturels de survie nécessaires pour maintenir sa centralité. L'appellation historique « *makhzen* » veut dire littéralement magasin. Tout ce qui est emmagasiné ou monopolisé par le pouvoir politique est puisé d'un champ symbolique partagé. Et c'est ce qui fait que le pouvoir est accepté pour perdurer, malgré la traversée des tensions. À un certain niveau, c'est dans nos institutions les plus microscopiques et intimes, à savoir la famille, qu'on retrouve l'effet de reproduction de cette symbolique partagée. Jusqu'aujourd'hui, dans la cérémonie de mariage, on appelle le nouveau mari *moulay sultan*³. Aujourd'hui, malgré les débordements économiques contemporains, nous ne sommes pas définitivement sortis de ce modèle. Nonobstant, c'est un pays qui marque la différence par rapport à son entourage arabo-musulman par l'existence de :
 - Une tradition qui n'est pas complètement néo-traditionnelle comme disait le penseur marocain A. Laroui qui revendiquait depuis la fin des années 1990 que le Maroc comme pays arabe, était le plus prédisposé à la modernité⁴.
 - Une forte implication de la société civile dans le processus de démocratisation de la société, la promotion des droits de l'Homme et la liberté d'expression⁵.
 - Une volonté politique qui accompagne depuis une dizaine d'années, lentement mais sûrement, les changements malgré les forces énormes aussi nationales qu'externes. N'oublions pas que cette influence retardatrice ne vient pas que de l'Est, elle vient aussi de l'Ouest. « L'étranger veut avoir un interlocuteur unique et qui ne change pas, qui garantit les engagements pris »⁶.
- 5 C'est pour ces raisons qu'on présume que la culture de paix (et la paix imparfaite en particulier) pourrait supposer un cadre théorique adéquat pour édifier et accompagner le nouveau projet de société au Maroc.

La Culture de paix, la Recherche sur/pour la paix

- 6 Depuis la Déclaration et le Programme d'Action des Nations unies pour la « Décennie de la culture de paix et la Non-Violence à l'égard des enfants », la culture de paix n'est plus un objet théorique mais plutôt des sphères d'action et des mesures à entreprendre qui offrent les outils nécessaires pour la valorisation de l'état des choses en chaque sphère d'action.
- 7 La Recherche sur/pour la Paix, et le concept de « Paix Imparfaite » en particulier, nous offrent les bases méthodologiques suivantes : la reconnaissance de la dimension positive et créative des conflits ; l'observation du caractère imparfait, inachevé et « processuel » de la paix et par conséquent, la promotion de cette dernière par des stratégies de gestion pacifique des conflits contre les violentes.
- 8 Commençons d'abord par définir deux concepts clés pour une meilleure compréhension de notre approche, à savoir le conflit et la paix imparfaite.

Le conflit

- 9 À l'opposé de l'idée admise sur le conflit comme si c'était une situation nécessairement violente, la Recherche sur la Paix a développé un concept plus large et plus complexe qui part de la réflexion du conflit comme « une opposition d'intérêts et/ou de perceptions »⁷, une situation toujours présente dans les sociétés et les activités humaines dans ses différentes réalités et manifestations. En effet, la présence de conflits peut se projeter dans tous les espaces et les temps des êtres humains depuis qu'ils ont commencé à s'organiser en sociétés et cultures. En plus, le conflit a toujours été une source continue de création et d'innovation. De cette manière, les « situations conflictuelles » peuvent être continues et soutenues dans les sociétés. La variabilité et la richesse de ces situations font que le conflit est avant tout perçu comme une source de créativité. En conséquence, on peut dire que le conflit fait partie du processus d'interaction sociale où les intérêts des individus et des groupes interagissent, se régulent, se transforment et aboutissent à des solutions.

La Paix Imparfaite⁸

- 10 Parler de « Paix Imparfaite » signifie avant tout l'abandon de l'idée qui croît en l'existence de la paix parfaite, totale et accomplie. En deuxième lieu, parler de « Paix Imparfaite » suppose la reconnaissance du fait qu'à travers l'histoire, les êtres humains ont pu cultiver leurs relations grâce à la promotion d'attitudes, d'institutions, de langages, de déclarations, etc. qui mettent en exergue la possibilité de vivre en paix. Ces indices de paix sont considérés comme « imparfaits » étant donné qu'ils sont toujours inachevés et qu'on a toujours la possibilité d'agir et d'utiliser les ressources les plus opportunes pour construire des situations de paix selon les différentes circonstances et les modèles culturels. Troisièmement, la « Paix Imparfaite » suppose une « inversion épistémologique » dans notre approche de la paix. En effet, il s'agit de nous approcher de la paix – ou des paix – non d'une façon négative, c'est-à-dire à partir de « ce qui n'est pas la paix » sinon à partir des différents moments imparfaits ou incomplets où les conflits sont gérés d'une manière pacifique. La reconnaissance de la

« Paix Imparfaite » et le compromis de créer de nouvelles aubaines de paix est une nouvelle forme de comprendre avec réalisme les relations humaines.

- 11 En résumé, on pourrait regrouper sous l'appellation de « Paix Imparfaite » toutes les expériences et les instances dans lesquelles les conflits sont réglés pacifiquement, c'est-à-dire dans lesquelles les individus et/ou les groupes humains ont opté pour la satisfaction des besoins des autres sans qu'aucune cause étrangère à leur volonté ne l'ait empêchée⁹. De cette façon, la paix n'est plus un objectif théologique, une finalité en soi mais un présupposé qui se reconnaît et se construit quotidiennement. Cette compréhension du caractère processuel de la paix est important pour avancer dans les pratiques pacifistes. Une autre façon de comprendre le sens « processuel » de la paix consiste à établir une corrélation entre cette dernière et les indices de satisfaction des besoins humains étant donné que le palier de satisfaction de ces aspirations est en relation étroite avec le degré de paix qui existe dans chaque espace. Grâce à cette démarche, on peut atteindre plusieurs objectifs : une compréhension intégrale – non fragmentée – de la paix ; plus de facilités pour accéder à toutes les réalités que la paix permet de recouvrir ; disposer de meilleures possibilités de recherche ; une promotion plus aguerrie des idées, des valeurs et des comportements pacifiques.
- 12 C'est d'ailleurs pour ces raisons que la paix et la régulation pacifique des conflits ne doivent pas être réfléchies et envisagées comme des solutions d'urgence auxquelles on recourt quand les situations deviennent critiques mais doivent être prises en compte dans le processus général de prise de décision et dans le « *design* » global des projets de sociétés. C'est à ce niveau-là probablement que réside l'importance de cette feuille de route pour le futur proche d'un pays en transition comme le Maroc.

Le Maroc face au printemps arabe : le pourquoi de l'exception marocaine

- 13 Il est évident que la réalité sociopolitique marocaine présente quelques exceptions singulières par rapport au reste des pays du monde arabe. À notre avis, ces traits distinctifs qui ont épargné¹⁰ au Maroc de vivre des scénarios violents qui ont eu lieu dans plusieurs pays arabes du Nord de l'Afrique et du Moyen Orient relèvent du processus de « *pacific empowerment* »¹¹ que vit le Maroc depuis le début des années 1990.
- 14 Cette démarche a été couronnée par la formation du gouvernement dit d'« alternance consensuelle » présidé par Me Abderrahman Youssoufi en 1998 qui entraîna l'entrée du Maroc dans le processus nommé « transition démocratique ». Plusieurs gestes symboliques avaient précédé ce fait historique dont l'objectif était d'établir un degré suffisant de confiance qui faisait défaut jusqu'à ce moment à la vie politique marocaine. La phrase sibylline de A. Laroui : « Hassan II a été notre victime tant que nous avons été la sienne »¹², résume le changement qu'il y avait eu de part et d'autre au niveau de la perception du rival politique et du conflit du pouvoir au Maroc, un conflit dont la mauvaise gestion n'était que la conséquence de la culture de violence qui avait régné depuis des décennies pour ne pas dire des siècles au Maroc et qui conduisit le pays à la « violence structurelle ».
- 15 Pour cette raison, on peut dire que cette approche pacifique dans la gestion d'un conflit de telle envergure a permis au Maroc de vivre sa propre « Paix imparfaite » étant donné que le pacte ou consensus « *attaouafouq* » politique qui entrainait en vigueur se

distingua essentiellement par son caractère fragile et imparfait puisque le Bloc Démocratique qui était amené à gouverner ne disposait pas de la majorité au sein du Parlement. Nonobstant, malgré la fragilité et l'imperfection de cette initiative, elle réussit à apporter une solution pacifique et consensuelle à un conflit ancien. Mieux encore, elle sauva le pays de la « crise cardiaque » et de la violence qui pouvait en découler. Pour la première fois dans l'histoire moderne du Maroc, les acteurs politiques avaient entrepris une « inversion épistémologique » qui rompit avec la démarche et les présuppositions antérieures qui s'appuyaient sur la culture de violence. En effet, ces acteurs politiques avaient fini par reconnaître le caractère imparfait et processuel de la paix que le Maroc était censé construire, une paix aussi imparfaite que les personnes qui la faisaient et la composaient, une paix constituée de la somme de « petites paix » qui avaient eu lieu durant les années antérieures grâce à une nouvelle approche du concept et de la pratique du pouvoir fondée cette fois-ci sur la concertation, le dialogue et le rééchelonnement des priorités au lieu d'être fondée, comme avant, sur la violence et l'exclusion.

- 16 Ce nouveau contexte nous mène à la réalité même de construction de la démocratie, un processus qui part du principe d'imperfection et de perfectibilité¹³. La démocratie est certes une norme institutionnelle des procédures et des valeurs mais la réalité de son fonctionnement impose la perfectibilité parce qu'elle porte en elle-même, comme la paix, le principe d'imperfection.
- 17 Depuis l'adoption de cette nouvelle attitude, de nombreuses réformes ont été engagées successivement au Maroc pour épauler cette dynamique de changement, un fait vraiment insolite pour un pays arabo-musulman d'autant plus que beaucoup de conflits ont été résolus d'une façon participative, par la voie du dialogue et du consensus, à savoir la mise en place de l'Instance d'Équité et de Réconciliation (IER), la réforme du Statut de la Femme et de la Famille, la réforme du champ religieux, l'inclusion du genre dans le budget de l'État, la réforme du champ audiovisuel, la réforme de l'éducation et de la formation pilotée par la Commission pour l'Éducation et la Formation (COSEF), la mise en place de l'assurance maladie obligatoire (AMO), le projet d'autonomie élargie au Sahara, l'établissement de l'Observatoire National des Droits de l'Enfant, la création de l'IRCAM (Institut Royal de la Culture Amazigh), du Haut Commissariat au Plan, du Conseil Consultatif des Droits de l'Homme (CCDH), de l'institution du médiateur, du Haut Conseil de l'Émigration, le Délégué Interministériel des Droits de l'Homme, et l'indemnisation sur le chômage, etc. sans oublier un ensemble de réformes dans le domaine législatif et institutionnel dont l'objectif est d'adapter la juridiction nationale aux accords internationaux en matière des droits de l'Homme.
- 18 Cet esprit de réforme qu'a vécu le Maroc dans la dernière décennie a affecté également un bon nombre de normes juridiques comme le Statut de la Nationalité, la Loi de Criminalisation de la Torture de 2006, la Loi de moralisation de la vie publique qui s'inscrit dans le cadre du nouveau concept de l'autorité et de la consécration de la bonne gouvernance et qui comprend plusieurs dispositions, notamment la Loi des tribunaux économiques, la Loi de la lutte contre le blanchiment d'argent, la Loi de déclaration des biens en plus de la création d'un organisme de prévention et de lutte contre la corruption conformément à l'Accord International contre la Corruption.
- 19 Ces initiatives, en plus d'asseoir les bases de réconciliation dans le pays et de constituer la matrice du processus de « *pacific empowerment* » que vit le pays ont supposé de vrais

« garde fous » à l'égard des dérives potentielles vers la violence dans la gestion des conflits qui étaient à l'origine des révoltes sociales du printemps arabe.

- 20 Aujourd'hui, il est évident que malgré les problèmes et les limitations d'ordre social, politique et économique qui persistent au Maroc (et dans tous les pays émergents), celui-ci se distingue chaque fois plus dans son environnement arabo-musulman par l'existence d'une volonté politique pour la démocratisation de la société, la promotion des droits de l'Homme et la liberté d'expression. La nouvelle Constitution de 2011 vient consolider cette démarche.

Une décennie à vocation sociale

- 21 Dans le Sommet du Millénaire qui a eu lieu en septembre 2000, la communauté internationale s'était engagée à appliquer les objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Les acquis au Maroc, plus ou moins partiels, dans le processus de consécration de ces objectifs se reflètent dans les aspects suivants :
- 22 La participation active du Maroc dans la lutte contre la pauvreté à l'échelle nationale et la mise en œuvre de plusieurs programmes qui intègrent les OMD. En effet, de multiples campagnes et programmes de lutte contre la pauvreté, l'analphabétisme (éducation non officielle, universités populaires...), le logement insalubre, électrification et alimentation en eau potable dans le milieu rural ont été menées, sans oublier l'assurance maladie obligatoire (AMO) et le régime d'assistance médicale (RAMED), le programme des microcrédits en plus du programme dit « Initiative Nationale pour le Développement Humain » (INDH). Lancée le 18 mai en 2005 par le roi Mohammed VI pour booster la consécration des OMD, cette dernière et importante initiative suppose un changement stratégique qui rompt avec les pratiques anciennes grâce à l'adoption de politiques publiques mieux orientées et de nouvelles modalités d'étude de viabilité, de financement et de mise en fonctionnement qui prennent en considération les besoins spécifiques des populations bénéficiaires ainsi que leur participation et appropriation des projets qui les concernent. L'INDH privilégie l'approche participative contractuelle et le partenariat avec le tissu associatif et les acteurs du développement local. L'intégration de l'approche genrée dans la mise en œuvre des projets de l'INDH situe la femme dans le centre de cette initiative et permet également d'arriver à toutes les composantes de la société¹⁴. L'INDH s'articule autour de trois axes :
- La réduction des déficits sociaux en l'occurrence dans les quartiers pauvres et les communes les plus défavorisées en dotant ces arrondissements d'équipements et de services de base (santé, éducation et alphabétisation, eau potable, assainissement, routes et lutte contre l'habitat insalubre).
 - La promotion des activités génératrices de revenus et d'emploi en adoptant une action plus subtile et plus décidée envers le secteur informel.
 - Le soutien des populations les plus vulnérables et des personnes ayant des besoins spécifiques.
- 23 Soulignons également que le Maroc a veillé au développement d'outils d'action sociale de proximité comme l'Entraide Sociale, la Promotion Nationale, les Agences de Promotion Economique des Préfectures et Provinces du Nord (ADPPN), du Sud (ADPS) et de l'Orient (ADO). Fruit de cette dynamique à forte connotation sociale, le pays a connu une baisse significative et progressive des taux de la pauvreté et de la vulnérabilité dans les dernières années et ce dans toutes les régions du territoire

national comme le démontre le tableau suivant (Statistiques du Haut-Commissariat au Plan 2007).

Région	Année 2000-2001		Année 2006-2007	
	Taux de pauvreté (%)	Taux de vulnérabilité (%)	Taux de pauvreté (%)	Taux de vulnérabilité (%)
Régions sahariennes	9,0	16,3	4,9	19,6
Souss - Massa - Draâ	20,6	23,0	12,1	20,1
Gharb - Chrarda - Beni Hssen	24,8	26,2	18,5	20,1
Chaouia - Ouardigha	14,8	24,5	0,9	20,9
Marrakech - Tensift - Al Haouz	20,1	29,4	12,5	18,6
Oriental	18,2	27,4	8,6	14,5
Grand Casablanca	2,2	10,7	3,3	8,1
Rabat - Salé - Zemmour -Zaër	8,1	16,0	6,1	11,3
Doukala - Abda	16,8	27,7	17,5	22,9
Tadla - Azilal	11,4	26,9	9,4	19,5
Meknès - Tafilalet	25,7	24,9	12,6	22,6
Fès - Boulmane	15,0	24,5	5,2	17,5
Taza - Al Houceima - Taounate	14,6	25,2	7,3	22,7
Tanger - Tetouan	12,8	20,2	5,6	15,9

- 24 On note la volonté du Maroc d'appliquer les recommandations du Sommet Mondial pour le Développement Social célébré à Copenhague en mars 1995 qui a invité les gouvernements à dédier une moyenne de 20 % du budget national et 20 % du budget de l'aide extérieure pour financer les services sociaux de base (initiative 20-20) afin de généraliser ces services à l'ensemble de la population.
- 25 On observe également des avancées manifestes dans le domaine de l'éducation et plus particulièrement en ce qui concerne l'accès à l'école et l'amélioration de la qualité de l'enseignement même si la généralisation de l'enseignement et l'irradiation de l'analphabétisme sont encore des objectifs lointains. Une étude de la Banque Mondiale¹⁵ indique que les acquis les plus significatifs dans le domaine de la scolarisation de base ainsi que la scolarisation des filles ont été enregistrés dans les zones rurales les plus pauvres et que les efforts déployés par le gouvernement marocain, entre autres la mise en fonctionnement des cantines scolaires et les bonifications directes aux instituteurs ont joué un rôle important dans l'amélioration du taux d'inscription même s'il est vrai que les actions du ministère de l'Éducation ne bénéficient pas à tous les enfants et varient en fonction du milieu et du sexe.
- 26 Dans un communiqué de presse daté de 2013, l'Unicef a salué les avancées réalisées au Maroc dans le domaine de l'éducation, notamment l'augmentation du taux de scolarisation, qui avoisine dans certains niveaux les 100 %, notant que des défis restent à relever pour améliorer la qualité de l'enseignement. L'Organisation onusienne

souligne que les efforts fournis par le Maroc ont permis d'améliorer le taux de scolarisation, passé entre 2008 et 2013 de 91,2 % à 99,6 % pour le primaire et de 70,9 % à 85,1 % au niveau du collège. Au niveau du secondaire qualifiant, ce taux est passé de 47,8 % à 58,5 %, ajoute l'Unicef, citant des chiffres du ministère de l'Éducation nationale (MEN) pour l'année scolaire 2012-2013. Ces progrès, observe l'organisation, ne doivent pas occulter les défis du système. En effet, même si le taux de scolarisation dans le primaire s'approche des 100 % et que le budget de l'État dédié à l'éducation dépasse 20 % du budget global, ces fonds publics ne donnent pas les résultats attendus, « l'école marocaine n'arrive pas encore à assurer une couverture universelle durable », commente l'Unicef.

- 27 Afin de remédier à cette situation, l'Unicef préconise la généralisation du préscolaire, « mis en évidence par le dernier discours royal, qui permettra de contribuer au renforcement du rendement interne du système et à réduire le fossé entre différentes catégories d'enfants et d'élèves ». S'arrêtant sur les efforts du ministère de l'Éducation nationale, l'Unicef cite notamment l'initiative INSAF, lancée en 2013 dans le cadre de la coopération entre le Maroc et l'Unicef, et qui vise à agir sur l'ensemble des déterminants d'une école accessible et de qualité pour tous. Cette initiative, poursuit l'organisation, s'ajoute à d'autres projets, tels que le programme TAYSSIR pour le transfert de fonds aux familles vulnérables et d'autres actions stratégiques prévues dans le plan d'action à moyen terme 2013/2016 pour le développement du secteur de l'éducation.
- 28 Selon le représentant par intérim de l'Unicef au Maroc, Jean Benoit Manhes¹⁶, cité dans le communiqué, « le défi d'une éducation de qualité pour tous est certes d'abord une responsabilité du gouvernement, mais interpelle aussi d'autres acteurs dont la société civile, les médias, le secteur privé et la communauté », l'objectif étant de ne pas insister sur un seul but, à savoir la fidélité et avoir en vue un type particulier d'homme, mais des individus dont la société, dans sa phase de développement actuel a réellement besoin¹⁷. La langue d'enseignement reste un problème fondamental et il est impératif de trouver une solution afin qu'il ne devienne pas insoluble, au risque de s'acheminer vers le syndrome belge, vers une société où la langue divise au lieu d'unir. C'est pourquoi il faut s'attacher à une langue nationale, la seule qu'on puisse maîtriser et enseigner sérieusement, dans chaque domaine, la langue étrangère qui est la plus indispensable.

La mise en œuvre de projets structurants pour l'économie

- 29 La composante économique est un facteur de très grande importance pour expliquer « l'exception marocaine ». En effet, le Maroc a entrepris dans la dernière décennie une série de réformes visant l'amélioration du cadre des investissements ainsi que la réforme du système juridique. Il est important de signaler que l'USAID avait appuyé un bon nombre de réformes depuis 1999 surtout en ce qui concerne la législation relative aux sociétés et à la propriété industrielle. L'amélioration du cadre législatif des affaires et sa mise en œuvre sont deux pas essentiels pour le développement des investissements extérieurs, la protection de la propriété et la résolution des conflits commerciaux qui se font de plus en plus complexes. Le programme de réformes entamé par le Maroc dans les dernières années dans le domaine juridique, judiciaire et des marchés financiers avait pour objectif de réduire les différences entre le droit civil et le droit commun devenues moins prononcées avec la mondialisation. De même, un code

d'arbitrage a été approuvé visant la résolution des litiges par le biais d'un tribunal d'arbitrage selon la convention qui porte le même nom.

- 30 Dans le cadre de la stratégie d'ouverture internationale, le Maroc a signé une série d'accords commerciaux, entre autres l'Accord de Libre-Échange avec les États-Unis et la Turquie et le lancement des négociations sur les services avec l'Union européenne. Le Statut Avancé octroyé au Maroc par l'Union européenne a permis au Maroc de bénéficier de grandes possibilités économiques et financières. D'autres accords de libre-échange existent également avec la Tunisie, l'Égypte, la Jordanie, les Émirats Arabes Unis et l'AELE (Association Européenne de Libre-Échange) et le Conseil de Coopération des pays du Golfe. En ce qui relève des relations Sud-Sud, et suite à la crise économique que subit l'UE depuis quelques années, le Maroc a fourni beaucoup d'efforts pour s'ouvrir sur le marché africain. La visite du Roi Mohammed VI accompagné d'une importante délégation d'hommes d'affaires à un bon nombre de pays africains au début de l'année 2014 est venue renforcer cette démarche qui vise à instituer des relations stratégiques avec le continent africain. La banque Attijari Wafabank, filière de la Société Nationale d'Investissement (SNI) qui appartient au holding royal, est présente aujourd'hui dans plus de 13 pays africains.
- 31 De même, d'autres réformes ont été entamées, qui intéressent particulièrement la modernisation, la restructuration et la privatisation des établissements publics ainsi que la dynamisation du secteur financier (la réforme du système bancaire, la modernisation du cadre juridique, l'assainissement des institutions financières, le renforcement de l'autonomie de la Banque Centrale, la régulation monétaire, la réforme du marché des capitaux et la dynamisation du secteur boursier).
- 32 Comme on l'a signalé auparavant, les grands chantiers économiques lancés par le roi Mohammed VI le long de la dernière décennie ont créé une « vraie classe moyenne ». Cette dernière a eu une excellente répercussion sur l'économie nationale en augmentant considérablement la consommation qui a à son tour stimulé le rendement économique. L'exemple de l'industrie automobile témoigne de cette bonne performance : ne dépassant pas 5 000 unités produites en 2000, la production est passée à plus de 130 000 unités en 2012.
- 33 En plus de renforcer la demande interne, le Maroc a entamé dans la dernière décennie la politique de création de grands pôles économiques dits « champions nationaux » en plus de la mise en place du « programme de développement » pendant le gouvernement de Driss Jettou qui a réussi à stimuler un bon nombre de secteurs économiques, notamment le textile, l'énergie, les banques, l'industrie aéronautique, etc. Le suivi personnel par le roi de ces grands projets fut décisif pour assurer le succès de ce programme.

Le renforcement du dialogue entre hommes et femmes

- 34 En plus de ratifier la Convention CEDAW qui vise à éliminer tout type de discrimination à l'égard des femmes, le gouvernement marocain a adopté depuis le 19 mai 2006 une stratégie nationale pour l'équité et l'égalité entre les sexes. La mise en œuvre de ladite stratégie se fait avec la collaboration d'autres acteurs gouvernementaux, des partis politiques, du secteur privé, des organisations internationales et avec le soutien précieux de l'Agence allemande pour la coopération technique (GTZ) et le Fonds de population des Nations unies (FNUAP). L'objectif principal est de mettre en œuvre les

recommandations de la Déclaration et du Plan d'Action de Beijing. Dans ce cadre, il est important de rappeler l'importance majeure de la stratégie et du plan d'action visant à la lutte contre la violence à l'égard des femmes qui ont également été souscrits par le gouvernement marocain.

- 35 Ces efforts entrepris pour la promotion des droits des femmes au Maroc ont été à l'origine de l'élection du Maroc pour la réalisation du programme onusien « *Gender and the Millenium Development Goals* » (Genre et objectifs du Millénaire)¹⁸. De même, il est impératif de souligner que les résultats obtenus par le Maroc dans le cadre de la réalisation des OMD ont joué un rôle essentiel dans le choix de ce dernier parmi 16 pays qui ont bénéficié de l'aide américaine à travers le programme « *Milenium Challenge Account* » pour l'année budgétaire 2005¹⁹ et ce pour le perfectionnement du leadership, de la gouvernance et de la capacité de construction (« *Capacity Building* »).
- 36 En ce qui concerne le processus de réforme budgétaire axée sur les résultats, le ministère de Finances a démarré depuis 2002 un processus d'intégration de la dimension genre dans l'élaboration et l'analyse du budget. La première phase de ce projet se nommait « Renforcement de la gouvernance économique : l'analyse du genre appliquée au budget gouvernemental »²⁰ s'inscrivait dans le cadre du programme piloté par l'UNIFEM dans 20 pays ayant pour objectifs le renforcement des capacités nationales pour l'intégration de la dimension genre dans l'élaboration et l'analyse des budgets, la préparation et l'exécution du budget, l'élaboration d'un guide afin de sensibiliser les parlementaires et les membres associatifs pour adhérer à la réforme budgétaire en cours et l'édition d'un manuel destiné aux responsables du budget et aux planificateurs de l'intégration de l'optique genre dans les budgets sectoriels.
- 37 Le but de la deuxième phase de ce programme (2005-2008), était d'ancrer et affermir cet élément de grande importance dans la réforme budgétaire. De fait, ce travail a été couronné en 2006 par l'annexion pour la première fois au Maroc d'un rapport genre au rapport économique et financier du projet de loi de finances qui a été présenté et approuvé par le Parlement. Aujourd'hui, on peut affirmer qu'une telle disposition est devenue un acquis.
- 38 Dans un passage du dialogue réalisé par Fatma Ait Mous et Driss Ksiskès à Fatema Mernissi²¹, cette dernière dit : « quand j'avais écouté en 2012 les experts des médias qui ont contribué au livre *Journalistes marocaines : génération dialogue*²², j'ai réalisé qu'une des révolutions qui explique la démocratisation pacifique du Maroc est le renforcement du dialogue entre hommes et femmes. Certaines femmes journalistes marocaines, dont les parents avaient émigré de villages éloignés pour s'installer à Casablanca, et qui exerçaient l'un et l'autre des petits métiers, redevenaient égaux à la maison en regardant la télévision. Il y a une légende urbaine qui laisse croire que cet esprit d'égalité est plus répandu parmi les classes aisées, bourgeoises. C'est faux. Dans ce livre, j'ai découvert avec surprise que c'est au sein des nouvelles classes moyennes, durant les deux dernières décennies, que l'égalité des sexes au Maroc s'est développée ».

L'anticipation des revendications du peuple par le roi Mohammed VI

- 39 Le processus de démocratisation qui est amorcé au Maroc s'inscrit dans une trajectoire à paramètres multiples (historique, culturel, sociopolitique et global). Pour expliquer cette complexité, il faut mettre en regard tous les éléments du puzzle, à savoir l'État, les partis politiques, la société civile et les valeurs, et voir comment tout cela fonctionne.

De même, il faudrait souligner qu'entre le sommet de l'État et la société, il existe un ventre mou affaiblissant considérablement la représentation du peuple. Par conséquent, le système d'intermédiation fonctionne sans pour autant avoir l'exclusivité de l'action politique. Ceci complexifie énormément la visibilité du champ politique et on peut dire que l'action politique se fait aujourd'hui autrement, dans d'autres espaces qui ne sont pas les siens, notamment la société civile, les réseaux sociaux, la rue, l'activisme spontané, etc. En d'autres termes, l'espace institutionnel du politique est en train d'être répudié et on se trouve devant une nouvelle reconfiguration du champ politique. Une étude sociologique récente sur les jeunes du mouvement du 20 Février souligne que le phénomène le plus important de notre époque est le passage des jeunes de l'espace virtuel à la vie réelle. L'étude souligne également que la socialisation de ces derniers se fera dorénavant par le virtuel qui leur donne une liberté totale de s'exprimer d'une façon directe ou anonyme et transgresser les lignes rouges et les tabous à visage couvert ou découvert²³. Le printemps arabe a favorisé, sur un fond de malaise de la jeunesse, le passage du virtuel au réel en amenant les jeunes à manifester dans la rue et à s'exprimer ouvertement. Cependant, le réel a sa propre dynamique, il implique d'autres formes d'organisation, ce qui interpelle le politique.

- 40 Il est vrai que la société marocaine est historiquement porteuse de contre-pouvoir, mais il faut souligner également que le pouvoir lui-même interagit pour répondre à ce contre-pouvoir²⁴. En effet, lorsque le Mouvement du 20 Février est sorti dans la rue, le roi Mohammed VI a annoncé le 9 mars une réforme constitutionnelle qui a abouti à une nouvelle Constitution. Selon le magazine *Le Nouvel Observateur*²⁵, ces réformes ont pu apaiser le climat tendu qui régnait au Maroc parce qu'elles ont satisfait les besoins des différentes couches du peuple et même les plus progressistes se sont vus identifiées dans cette nouvelle Constitution. Trois années après, relève le magazine, on peut dire que le processus de la réforme constitutionnelle est sur la bonne voie.
- 41 Cette particularité qui distingua le régime politique marocain du reste des régimes arabes a rendu possible, bien sûr avec le concours des autres acteurs, notamment les partis politiques, les syndicats, le patronat et la société civile, la gestion pacifique et participative de conflits de grande envergure et la mise en place d'un autre maillon dans la chaîne du processus de « *pacific empowerment* » à savoir la nouvelle Constitution de 2011.

Des décisions congruentes du holding royal

- 42 Depuis le déclenchement du printemps arabe, le holding royal a pris des décisions jugées adéquates en commençant par changer la société Nationale d'Investissement (SNI) en fonds d'investissement, en passant par la sortie du holding de l'industrie du monopole de production des denrées alimentaires de base, notamment le sucre, l'huile et le lait.
- 43 Pour résumer la situation marocaine quelques années après le printemps arabe, la revue française estime que le Maroc a gagné les deux défis auxquels il était confronté, à savoir capter la confiance des citoyens et redonner confiance aux investisseurs économiques ; aujourd'hui, poursuit le magazine, il est amené à soulever les autres défis qui persistent dans les domaines de l'éducation, la santé et la justice.

Le rôle différenciateur de l'institution de la monarchie marocaine :

- 44 Ce rôle se cristallise dans deux aspects essentiels :
- 45 Tout d'abord, la symbolisation de l'unité entre les sphères économique et religieuse qui se fait à ce niveau et pas ailleurs. Il est vrai que cela ne règle pas le problème mais facilite la solution au Maroc du fait que l'institution religieuse se trouve aujourd'hui dépourvue de base économique comme elle a pu en disposer dans le passé et se trouve à la merci de l'État.
- 46 En un second lieu, la médiation et la régulation des conflits tantôt d'ordre politique en tant que chef d'État comme d'ordre religieux grâce à son statut de commandeur des croyants. Si bien que le printemps arabe a mis en évidence « la nécessaire clarification institutionnelle du rapport de la politique à la religion pour réduire les possibilités d'instrumentalisation de la religion dans la sphère publique »²⁶, cette dernière institution a démontré son efficacité au moment de gérer un important nombre de conflits d'ordre politico-religieux.
- 47 La réforme du champ religieux entamée par le Roi Mohammed VI est basée sur une approche considérant la religion comme un « modernisme enraciné » et le modernisme comme un « sacré » contemporain. La notion de religion en tant que modernisme enraciné renvoie au rôle de la religion dans la libération de l'Homme des croyances anciennes, des phénomènes naturels et des créatures. L'approche envisageant le modernisme en tant que « sacré contemporain » fait référence, quant à elle, au rôle des idées de modernisme dans la lutte contre l'intégrisme et le fondamentalisme, qui vont à l'encontre de l'essence pure de la religion. Rappelons que dans son discours du 30 avril 2004, le Souverain marocain avait appelé à impliquer les femmes dans le processus de qualification religieuse et éducative de la société et leur octroyer plus de présence dans la mosquée, les conseils des oulémas, les institutions concernées et les médias spécialisés. Aujourd'hui, le concours des femmes oulémas et *mourchيدات* (guides) au chantier de réforme du champ religieux est substantiel.
- 48 Revenant au rôle de médiateur exercé par l'institution du commandeur des croyants, on pourrait dire qu'elle ne se fait pas seulement au niveau interne (au Maroc) où elle intervient comme régulatrice (ou surface d'absorption en terminologie chimique) des conflits fortement liés à la dispute du pouvoir sous des étendards religieux sinon également au niveau extérieur participant positivement dans la paix et la sécurité régionale et internationale. Rappelons qu'en septembre 2009, le roi Mohammed VI avait mis en place le Conseil européen des Oulémas marocains chargé de veiller à la préservation de l'identité religieuse et culturelle de la communauté marocaine installée en Europe. Ces efforts ont aussi porté sur le renforcement des liens spirituels entre les « tariqas » et « zaouias » de la région du Sahel et l'institution d'« *Imarate Al-Mouminine* » (commanderie des croyants), une orientation qui trouve son origine dans le patrimoine spirituel que le Maroc partage depuis près de douze siècles avec la région du Sahel et de l'Afrique occidentale, notamment la Mauritanie, le Mali, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Niger. Cette démarche a été couronnée par la médiation du roi Mohammed VI dans le conflit du Mali ainsi que la signature d'une convention portant sur la formation de 500 imams maliens.
- 49 Le rôle important que joue la diplomatie religieuse marocaine dans la région du Sahel a même figuré parmi les axes de grand intérêt traités lors de la dernière rencontre du roi Mohammed VI et le président américain Barack Obama. La déclaration conjointe

rendue publique à l'issue de cette rencontre a encouragé le Maroc à aller de l'avant dans l'activation de sa diplomatie religieuse et le renforcement de sa présence spirituelle dans les pays du Sahel et ce, afin de faire face aux menaces liées à l'intégrisme.

- 50 Aujourd'hui, ce modèle marocain de gestion du champ politico-religieux serait peut-être souhaité dans des pays du Maghreb, notamment la Libye et la Tunisie étant donné que le printemps arabe a démontré l'importance de telle figure ou institution de médiation des conflits d'ordre politique mais à leitmotiv religieux. En effet, une des conséquences du printemps arabe dans ces deux derniers pays est la montée de courants islamistes au gouvernement suite aux élections qui ont eu lieu au zénith de ce mouvement contestataire sans oublier l'émergence de quelques factions qui préconisent un islam radical. Bien qu'il s'agisse d'un phénomène partagé par la majorité des pays arabes, il est également notoire que le dit phénomène s'est vu accentué dans la Tunisie et la Libye où le socialisme nationaliste qui avait conduit l'indépendance négligea la demande religieuse en laissant leurs sociétés dépourvues d'institutions de gestion religieuse qui s'asseyaient sur la confession achhaâri et la doctrine maleki (et le soufisme sunnite) reconnues depuis longtemps par leur modération. Ce vide a été comblé par des interprétations intransigeantes importées du Mashreq (wahabisme). Le même constat est sans doute valable pour la Syrie, l'Irak et le Yémen qui ont connu une histoire politique similaire qui a duré depuis la moitié du xx^e siècle en créant une vacuité au niveau de la gestion de la demande religieuse populaire.
- 51 Au niveau interne, l'approche marocaine pour intégrer les islamistes radicaux est le fruit d'un mélange de différentes composantes, à savoir la sécurité, la jurisprudence, la culture et le politique. Cette démarche est considérée aujourd'hui comme une vraie menace pour les mouvements islamistes radicaux qui craignent l'extension de ce modèle à d'autres pays arabes²⁷. Le succès de Rabat dans la contention de plusieurs théoriciens islamistes marocains respectés par le salafisme radical comme Omar Haddouchi, Hassan Kettani, Mohamed Fizazi, Abdelouahab rafiki alias Abu Hafs a exaspéré Daeech qui a lancé une campagne de dénigrement envers ces salafistes les accusant de traîtres et vendus. Rappelons que Omar Haddouchi a été condamné à 30 ans de prison suite aux attentats de Casablanca en 2003, Hassan Kettani à 20 ans pour la même raison, les deux relâchés en 2012 suite à une grâce royale. D'autres salafistes qui avaient intégré le mouvement du 20 Février ont été graciés par le roi qui a permis aux islamistes relâchés d'intégrer le nouveau parti islamiste modéré « Parti de la Renaissance et de la Vertu » (*Annahda wal Fadila*). À partir de là, on a assisté à un changement radical dans la position des salafistes au Maroc au point que bon nombre de leurs leaders, Fizazi et Rafiki entre autres, défendent aujourd'hui la légitimité du monarque et condamnent les mouvements islamistes violents, notamment al Qaeda et Daech.
- 52 L'arrivée d'islamistes modérés (PJD) au gouvernement en 2012 fut considérée comme une vraie reconnaissance de la légitimité de Mohammed VI, en tant que Roi et « *Emir el Mouminin* » (Commandeur des croyants), cette dernière qualité dont le leader de Daeech prétend être le détenteur unique.
- 53 Quant au mouvement « *Al Adl wal Ihssan* », le même rapport du WINEP indique qu'il existe trois voies d'évolution stratégique dont le choix de chacune d'elles se répercuterait positivement ou négativement sur l'avenir du Maroc, sa sécurité et son développement, à savoir : une réconciliation avec la monarchie et l'intégration du

champ politique officiel ; se maintenir en situation d'embuscade dans l'attente d'une circonstance politique affaiblissant l'État qui encouragerait la Jamaa à fondre sur lui ; fonder une alliance des marginaux qui rassemblerait autour de la Jamaa les autres groupes idéologiques minoritaires dissidents.

- 54 Selon le WINEP, ce serait le premier scénario qui serait à même de préserver la sécurité et la stabilité au Maroc.
- 55 Aujourd'hui, trois ans après l'approbation de la nouvelle Constitution issue du printemps arabe, hormis les lacunes qui restent au niveau de la santé, l'éducation et la justice, les défis que le Maroc est amené à surmonter pour impulser les contenus de cette nouvelle Constitution sont²⁸ :
- La mise en œuvre des réformes politiques stipulées dans la Constitution de 2011.
 - L'amélioration du rendement des importantes initiatives économiques, à savoir le programme Maroc Vert, le programme touristique Maroc 2020, le projet énergétique axé sur l'énergie solaire, la plateforme Tanger Med, le projet Halieutis, etc.
 - La résolution du conflit du Sahara Occidental.
 - L'appui des initiatives anti-terroristes qui ont eu un succès notoire depuis les attentats de Casablanca de 2003 pour garantir la paix et la sécurité aussi nationale que régionale et internationale.
 - Selon le rapport du GSRDC²⁹ britannique, les recommandations à préconiser pour la consécution de ces objectifs sont les suivantes :
 - La mobilisation des acteurs locaux et internationaux pour épauler les réformes entamées par le Maroc et qui ont été renforcées dans sa nouvelle Constitution.
 - L'appui des différents et importants programmes économiques cités antérieurement.
 - La promotion de l'autonomie au Sahara Occidental soit en changeant de vision politique ou en privilégiant le développement économique dans cette zone de conflit.
 - L'intégration des salafistes modérés dans la vie politique.
- 56 Il existe au Maroc un compromis ferme pour la mise en œuvre des recommandations internationales sur la culture de paix si on se base sur l'approche adoptée dans cette recherche et en prenant comme point de référence les déclarations des Nations unies et de la communauté internationale concernant les divers aspects liés à la construction de la culture de paix. En effet, on peut confirmer que la majorité des réformes et des régulations des conflits présents au Maroc ont été débutées dans la dernière décennie selon une approche de gestion pacifique basée sur la médiation, le dialogue et le consensus. Ceci démontre d'une part l'existence implicite de la culture de paix dans la société marocaine et d'autre part le processus de récupération et de reconstruction de cette culture qui a eu lieu dans les dernières années à travers de nouvelles réformes et institutions susceptibles de gérer les différents conflits d'une manière pacifique et consensuelle.
- 57 Cependant, il est important de signaler l'absence de la culture de paix et de la Gestion Pacifique des Conflits – comme terminologie et concepts qui renferment une philosophie de fond dans le traitement des conflits – dans les textes des nouvelles et différentes réformes entamées au Maroc dans les dernières années malgré la concomitance de ces réformes avec les objectifs et les mesures de la Stratégie et le Programme d'Action pour la culture de paix proclamés par l'ONU pour la décennie 2000-2010.
- 58 L'absence explicite des concepts de culture de paix et de la Gestion Pacifique des Conflits fait que ces derniers ne peuvent être intériorisés par l'ensemble des

bénéficiaires de ces réformes et assimilés progressivement dans la pratique politique nationale et avoir par la suite un impact positif sur le comportement des agents sociopolitiques. Par conséquent, on court le risque que ces réformes ne puissent générer l'effet structurant souhaité pour l'ensemble de la société et être seulement envisagées comme un fait passager et occasionnel qui dépend beaucoup plus de certaines conjonctures plutôt que comme un processus de construction de la culture de paix. Pour cette raison, nous considérons que l'introduction de ces concepts dans la vie publique en général est le pas suivant que le Maroc est censé entreprendre en vue de renforcer et asseoir cette culture de paix qui existe implicitement dans la société marocaine en général et chez les agents et acteurs sociopolitiques en particulier.

- 59 La diffusion et l'institutionnalisation de la culture de paix et la Gestion Pacifique des Conflits permettraient de consolider les acquis obtenus dans la sphère des droits de l'Homme, prévenir les hauts et les bas observés dans la liberté d'expression (la presse en particulier) ainsi que de mieux gérer les éventuelles protestations sociales.
- 60 Nous estimons que l'ancrage des deux concepts dans la psyché des Marocaines et Marocains par leur présence incontournable dans les manuels et les programmes scolaires, les lois qui régulent les relations de travail, entre les conjoints, les programmes de formation dans les académies de police et autres corps de maintien de l'ordre et de sécurité, la loi sur les partis politiques ainsi que les lois internes de ces derniers, etc., est un des défis majeurs à relever dans la deuxième décennie du règne du roi Mohammed VI. La médiation (scolaire, de voisinage, dans l'entreprise, familiale, dans la justice, environnementale, etc.) est un outil clé pour garantir la transversalité de cette approche soutenue par les Nations unies et la communauté internationale.

NOTES

1. Résolution 53/243 B du 13 novembre 1999.
2. Mohamed Tozy, conférence organisée par Tranparency Maroc, mercredi 29 août 2012 à Rabat autour de la nouvelle Constitution et la bonne gouvernance.
3. Rahma Bourqia, *La culture politique au Maroc à l'épreuve des mutations*, Paris, L'Harmattan, 2011.
4. Nancy Galaguer, « The life and times of a moroccan historian : an interview with Abdallah Laroui », *The Journal of North African Studies*, vol. 3, n° 1, 1998, p. 132-151.
5. Voir *Informe Mundial de Cultura de Paz. Informe de la Sociedad Civil en la Mitad del Decenio de Cultura de Paz de acuerdo con la invitación del párrafo operativo 10 de la Resolución de la Asamblea General A/59/143*, Barcelona, Fundación Cultura de Paz, novembre 2005 ou consulter <http://www.decade-culture-of-peace.org/cgi-bin/ib3/inboard.cgi>.
6. Dans Fadma Ait Mous et Driss Ksikes (dir.), *Le métier d'intellectuel : dialogues avec quinze penseurs marocains*, Casablanca, Les Presses de l'Université Citoyenne, 2014, p. 70.
7. Pour cette définition, nous avons suivi essentiellement les idées développées dans Francisco A. Muñoz, « ¿Qué son los conflictos? », dans Beatriz Molina Rueda et Francisco A. Muñoz, *Manual de Paz y Conflictos*, Grenade, 2004, p. 145-170.
8. Francisco A. Muñoz, « La Paz Imperfecta » dans *id.* (dir.), *La Paz Imperfecta*, Grenade, 2001, p. 36-37.

9. *Ibid.*, p. 38.
10. Florence Cabaye, vice présidente de la Fondation Robert Schumann des Études Politiques, *Le Nouvel Observateur*, 2014.
11. Cf. F. A. Muñoz, *op. cit.*, p. 55-57.
12. Dans Fadma Aït-Mous et Driss Ksikes (dir.), *Le métier d'intellectuel : dialogues avec quinze penseurs marocains*, *op. cit.*, p. 68.
13. Rahma Bourqia, *La culture politique au Maroc...*, *op. cit.*
14. Troisième et quatrième rapports périodiques du Maroc relatifs à la Convention de Lutte contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). Secrétariat d'État pour la Famille, l'Enfance et les Personnes handicapées. Royaume du Maroc. Juin 2006.
15. « Rapport sur la pauvreté au Maroc », Banque Mondiale, septembre 2004.
16. Voir plus de détails sur : http://www.lematin.ma/express/education_unicef-felicite-le-maroc-des-progres-enregistres/187538.html#sthash.QTHwUUxd.dpuf.
17. Dans *Le métier d'intellectuel : dialogues avec quinze penseurs marocains*, *op. cit.*, p. 69.
18. La version espagnole de ce programme peut être consultée sur la page web : <http://www.un.org/spanish/depts/dpi/boletín/mujer/index.html>.
19. Michael J. Isimbabi, « Leadership and governance capacity building in african countries : why and how well-of and accomplished africans, especially brain drain/diaspora africans should proactivly take charge of foresting african progress ». The African Leadership and Progress Network Inc. and capital reserchers LLC, 2004.
20. Consulter « Rapport Genre annexé au rapport économique et financier 2006 », ministère des Finances et de la Privatisation, direction des Etudes et Prévisions Financières, octobre 2005.
21. Voir, *Le métier d'intellectuel : dialogues avec quinze penseurs marocains*, *op. cit.*, p. 102.
22. Résultat d'un atelier d'écriture animé par Fatéma Mernissi, Marsam, 2012.
23. Rahma Bourqia, Working paper, Cercle d'Analuse Politique, Fondation Bouabid, 2014.
24. *Ibid.*
25. *Le Nouvel Observateur*, article de Florence Cabaye, vice présidente de la Fondation Robert Schumann des Etudes Politiques, 2014.
26. Mohamed Tozy, « Des oulémas frondeurs à la bureaucratie du croire : les péripéties d'une restructuration annoncée du champ religieux au Maroc », dans Béatrice Hibou (dir.), *La bureaucratisation néolibérale*, Paris, La Découverte, 2013, p. 153-154.
27. Vish Sakthivel, « Al adl wal Ihssan. Inside Morroco's islamist challenge », Washington Institute for Near East Policy (WINEEP), 2014.
28. Anna Louise Strachan, *Conflict analysis of Morocco*, Birmingham, UK, GSDRC, University of Birmingham, 2014.
29. *Ibid.*

RÉSUMÉS

Aujourd'hui, personne ne doute que le Maroc endure encore – comme d'autres pays émergents – plusieurs problèmes d'ordre politique et socio-économique. Nonobstant, c'est un pays qui marque la différence par rapport à son entourage arabo-musulman par l'existence de certains éléments différenciateurs, notamment une prédisposition à la modernité, une forte implication de la société civile dans le processus de démocratisation de la société, la promotion des droits de

l'Homme et de la liberté d'expression, ainsi qu'une volonté politique qui accompagne depuis une dizaine d'années, lentement mais sûrement, les changements observés.

A notre avis, ces traits distinctifs ont préservé le Maroc des scénarios violents à l'instar de ceux qui ont eu lieu dans plusieurs pays arabes et ce grâce au processus de « *pacific empowerment* » en construction depuis le début des années 90, à une dernière décennie marquée par une forte vocation sociale, à la mise en œuvre de projets structurants pour l'économie, au renforcement du dialogue entre hommes et femmes ainsi qu'au rôle tangible de la monarchie marocaine dans la régulation d'un large éventail de conflits.

Grâce à l'effet synergique de ces différents mouvements en marche, on peut supposer que le Maroc est prêt aujourd'hui pour intégrer la culture de paix et la gestion pacifique des conflits dans le processus général de prise de décision et dans le « *design* » global du projet de la nouvelle société marocaine. L'article se propose d'expliquer « les pourquoi » de cette supposition.

Today, nobody doubts that Morocco still endures –as other emerging countries– several problems of a political and socio-economic nature. Notwithstanding, the country clearly differs compared to its arabo-Moslem entourage due to the existence of certain differentiating elements, in particular a predisposition to modernity, a strong implication of the civil society in the democratization process, the promotion of human rights and freedom of expression and a political good-will which has been accompanying since ten years, slowly but surely, the observed changes.

In our opinion, these distinctive features preserved Morocco from the violent scenarios like those which took place in several Arab countries. This is the result of the process of “*pacific empowerment*” in construction since the beginning of the Nineties, a last decade marked by a strong social vocation, the implementation of structuring projects for the economy, the reinforcement of dialogue between men and women and the tangible role of Moroccan monarchy in the regulation of a broad range of conflicts.

Thanks to the synergistic effect of these various movements, one can suppose that Morocco is ready today to integrate the culture of peace and the peaceful management of the conflicts in the general decision-making process and in the “*design*” of the project of the new Moroccan society. The following article aims at explaining “the why” of this assumption.

INDEX

Keywords : culture of peace, peace research, imperfect peace, conflict, *pacific empowerment*, Arab spring, Moroccan exception, mediation, *pacific management of conflicts*, Moroccan monarchy, believer's prince (Emir al muminin)

Mots-clés : culture de paix, recherche sur/pour la paix, paix imparfaite, conflit, *pacific empowerment*, printemps arabe, exception marocaine, médiation, régulation pacifique des conflits, monarchie marocaine, commandeur des croyants

AUTEUR

MOHAMED NOURY

Chercheur au sein de l'Institut de la Paix et des Conflits de l'université de Grenade. Membre du groupe de recherche Paix et Régulation des Conflits HUM-607. Gouvernement de l'Andalousie. Membre du Réseau andalou de la recherche sur la Paix et des Droits de l'Homme (RAIPAD). Membre du Centre des études sociologiques. Université Mohamed V. Rabat. Professeur visitant dans le cadre du Master « Maroc-Espagne ». Faculté des sciences politiques. Université de

Grenade. Il a publié : *La Culture de paix au Maroc : diagnostic et enjeux. Ouvrage individuel*. Edition Institut de la Paix et des Conflits, UGR. 2009
nourimar@gmail.com